

REFUS D'ADHESION AU REGIME COMPLEMENTAIRE SANTE OBLIGATOIRE

Etablissement :

Nom :

Prénom :

N° Sécurité Sociale :

Adresse :

Placé(e) dans la situation suivante, je confirme mon refus d'adhérer et de cotiser à ce régime et coche la case correspondante à ma situation :

Les salariés qui bénéficient par ailleurs, y compris en tant qu'ayant droit, d'une couverture collective relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire conforme à un de ceux fixés par l'arrêté du 26.03.2012, soit :

- ☐ Les salariés déjà bénéficiaires d'une couverture collective obligatoire d'entreprise par ailleurs.
Il est précisé que cette dispense à destination du salarié ayant droit au titre de la couverture dont bénéficie son conjoint salarié dans une autre entreprise ne joue que si le régime du conjoint prévoit la couverture des ayants droits à titre obligatoire. Cette dispense n'est applicable qu'à condition d'en justifier chaque année auprès de la direction par la production d'une attestation d'affiliation.
Avec justificatif
- ☐ Les salariés bénéficiaires du régime d'assurance maladie du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle. Avec justificatif
- ☐ Les salariés déjà bénéficiaires du régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières. Avec justificatif
- ☐ Les salariés déjà bénéficiaires du régime de protection sociale complémentaire des personnels de l'Etat/ des agents des collectivités territoriales. Avec justificatif
- ☐ Les salariés déjà bénéficiaires d'un contrat d'assurance groupe issu de la loi n°94-126 du 11 février 1994 (dispositif « loi Madelin »). Avec justificatif
- ☐ Au moment de la mise en place des garanties obligatoires ou au moment de leur embauche, les salariés couverts par ailleurs à titre individuel pour les frais de santé jusqu'à l'échéance de leur contrat. Avec justificatif
Ces salariés, sont tenus de justifier de leur situation par la production d'une attestation d'affiliation avec mention de l'échéance. A l'échéance de leur contrat (date anniversaire), ils seront tenus de cotiser au régime qu'ils aient ou non résilié leur contrat individuel.
- ☐ Les salariés bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé prévue à l'article L863-1 CSS. La dispense ne peut alors jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette aide. Avec justificatif

☐ Les salariés bénéficiaires de la CMU-C prévue à l'article L861-3 CSS. La dispense ne peut alors jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture. Avec justificatif

☐ Les salariés et apprentis titulaires d'un contrat à durée déterminée, d'une durée supérieure ou égale à 12 mois, qui sont déjà couverts par ailleurs à titre individuel et qui justifient de leur situation chaque année auprès de la direction par la production d'une attestation d'affiliation. Avec justificatif

☐ Des salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de mission d'une durée inférieure à douze mois ; Pas de justificatif nécessaire

☐ Les salariés travaillant à temps partiel et/ou les apprentis, dès lors que leur part de cotisation est supérieure ou égale à 10% de leur rémunération brute et qu'elle n'est pas prise en charge par l'employeur. Pas de justificatif nécessaire

Je soussigné, [_____], déclare avoir pris connaissance de la mise en place, par mon employeur, dénommé, d'un régime frais de santé à adhésion obligatoire à effet du 1^{er} janvier 2016.

Placé dans la situation suivante, je confirme mon refus d'adhérer et de cotiser à ce régime et m'engage à produire le justificatif demandé.

Dans le cadre de cette demande, je reconnais avoir été clairement et pleinement informé(e) par mon employeur de mes droits et obligations à ce titre, notamment sur le fait qu'en n'adhérant pas au régime collectif en vigueur au sein de mon entité juridique, je ne pourrai pas bénéficier :

- ✓ *des garanties et prestations attachées au régime de frais de sante considéré ;*
- ✓ *de la cotisation patronale finançant partiellement ledit régime ;*
- ✓ *du régime social et fiscal afférent, sous conditions et plafond, aux contributions patronales et sociales ;*
- ✓ *du maintien temporaire, sous conditions, des garanties prévues par le régime de frais de santé, après certains modes de rupture de mon contrat de travail (dispositif dénommé « portabilité ») (art. L.911-8 du Code de la sécurité sociale) ;*
- ✓ *de la possibilité de contracter à titre individuel la même garantie que celle applicable aux actifs, sous certaines conditions après la rupture du contrat de travail, en application de l'article 4 de la Loi « Evin ».*

Fait à : [_____]

Signature du salarié : [_____]

Le : [_____]